

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Rue du Cul-d'Anon  
Parc d'activités Angers / Saint-Barthélémy  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU

Nantes, le 5 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DEVILLE ASC**

ZI de Beauregard  
BP 56  
49150 BAUGE EN ANJOU

Références : SRNT-20220389

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement DEVILLE ASC implanté ZI de Beauregard BP 56 49150 BAUGE EN ANJOU. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEVILLE ASC
- ZI de Beauregard BP 56 49150 BAUGE EN ANJOU
- Code AIOT dans GUN : 0006301227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société DEVILLÉ SA exploitait sur la commune de Baugé-en-Anjou, zone industrielle de Beauregard, un établissement de fabrication d'outils coupants de jardinage et de pièces de sécurité automobiles, sous couvert d'un arrêté préfectoral (AP) d'autorisation en date du 2 octobre 2000 (site existant depuis 1959).

Les deux activités ont été séparées et par courrier du 10 novembre 2017, la société DEVILLÉ ASC a finalement déclaré un changement d'exploitant, avec la reprise en son nom de l'exploitation d'une partie des installations du

site, à savoir les installations dédiées à la fabrication de composants automobiles. Un dossier détaillant les installations reprises a été fourni à cette occasion, et complété en juillet 2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription
Installations électriques – entretien et contrôle	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Confinement des eaux incendie – confinement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence et dimensionnement de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Protection du puits	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 4.2.1	/	Sans objet
Sécurité du chauffage de bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie nécessaires ne sont pas disponibles depuis les modifications de 2017-2018 avec la suppression de la réserve incendie.

Le bassin de confinement des eaux incendie n'est pas étanche et son entretien n'est pas opéré. Le fait que la capacité de ce bassin soit suffisante pour le confinement des eaux incendie reste à démontrer.

Le foncier de ce bassin n'est pas sous maîtrise de l'exploitant mais la nécessité de ce bassin et son efficacité dans le confinement des eaux incendie est bien de la responsabilité de ce dernier qui doit prendre les dispositions nécessaires.

Le risque d'incendie d'origine électrique n'est pas maîtrisé du fait d'une maintenance et d'un suivi insuffisants des installations électriques.

Le désenfumage des bâtiments est effectif.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Désenfumage – présence et dimensionnement de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection le 16 septembre 2020 , il avait été constaté que les ateliers A2bis, A2ter, A3, A4 et A4bis sont bien équipés d'exutoires de fumées, ainsi que l'atelier A1 qui a été équipé lors de travaux faits à l'été 2019. En revanche, l'atelier A2 ne disposait pas d'exutoires de fumées. Après la visite, l'exploitant a transmis un devis puis un bon de commande pour la mise en place d'exutoires dans cet atelier, pour une surface utile de 2 % de la surface de l'atelier. L'exploitant devait présenter pour les exutoires des autres bâtiments le justificatif sur la superficie du désenfumage et le respect des dispositions relatives au cantonnement pour les différents ateliers.  L'exploitant a justifié du respect de la superficie de désenfumage pour l'ensemble des bâtiments et du respect des dispositions liées au cantonnement pour l'ensemble des ateliers par transmission du 09/12/2020. La visite d'inspection a permis de constater la mise en place des exutoires de désenfumage dans le bâtiment A2.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Désenfumage – Commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> Des commandes manuelles et automatiques pour l'ouverture des exutoires ont été constatées sur site pour les bâtiments A2 et A3. L'exploitant a indiqué avoir équipé l'ensemble des bâtiments avec ces dispositifs.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte incendie – moyens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, il n'avait pas été possible d'attester de la pertinence des moyens de lutte contre l'incendie existants. L'exploitant devait corriger le calcul des besoins en eau d'extinction de son site (selon le guide de calcul D9) et justifier de l'adéquation des moyens disponibles avec les besoins en eau. Le débit en simultané des poteaux incendie utilisables devait être précisé de même que les moyens complémentaires nécessaires, le cas échéant.  Le calcul, établi selon le guide D9 de l'APSAD, a été transmis le 09/12/2020. Après étude de tous les groupes de bâtiments, c'est le groupe A2-A3 qui est déterminant pour la capacité des moyens incendie. L'étude conclut à un besoin de 360 m <sup>3</sup> /h pour éteindre un sinistre majeur, soit un besoin de 720 m <sup>3</sup> pour une durée d'intervention de 2 heures. Dans son porter à connaissance (PAC) de 2017, l'exploitant s'est engagé sur une capacité théorique totale égale à 363 m <sup>3</sup> à l'aide de 5 poteaux incendie dont 2 ont été installés en 2018 pour remplacer une réserve d'eau incendie de 120 m <sup>3</sup> initialement prescrite, sachant que des extensions de bâtiments ont été construites suite à ce PAC. L'exploitant a affirmé dans son PAC que les précédentes mesures effectuées par les Services Techniques de la ville avant 2018 permettaient d'avoir un débit simultané de plus de 360 m <sup>3</sup> /h. Le contrôle opéré par Bedrich en 2020 met en évidence un poteau communal non opérationnel et un débit disponible sur les 4 autres poteaux lors du test simultané de 87 m <sup>3</sup> /h, très inférieur aux 360 m <sup>3</sup> /h nécessaires. Lors de la visite, l'exploitant a informé l'Inspection que des travaux avaient été demandés à la collectivité pour augmenter le diamètre des canalisations d'amenée d'eau dans la zone industrielle permettant une augmentation du débit simultané d'eau disponible. De nouveaux tests sur les débits disponibles en simultané sont prévus d'ici à la fin d'année 2022.  Cette non-conformité sur la non disponibilité des moyens incendie perdure depuis 2020. Pendant la période d'indisponibilité de la quantité d'eau nécessaire, une solution temporaire doit être proposée par l'exploitant et le volume d'eau actuellement disponible au niveau du réseau doit être mesuré.  Remarque : lors du contrôle de 2020 l'entreprise Bedrich considérait que le poteau incendie à proximité de la «cuve à fuel» n'était pas accessible, ce point est à lever avec un éventuel avis du SDIS car a priori cet hydrant est situé à proximité d'une voie carrossable
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose sur site d'extincteurs et non de RIA. En cas d'incendie, ce sont les pompiers qui viennent avec les tuyaux d'alimentation. Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle en 2021 qui conclut en leur bon état.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – organes de commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Une vanne d'isolement du bassin de rétention est accessible et peut être actionnée en toutes circonstances par Devillé ASC.  PS : sa possibilité d'être actionnable par les autres industriels de la zone qui utiliserait ce même bassin de confinement n'est pas assurée.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection du puits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Puits L'exploitant doit assurer la protection du puits.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'exploitant devait procéder à la mise en sécurité du puits en mettant en place une fermeture étanche de la tête du puits. Lors de la visite, il a été constaté la mise en sécurité du puits par mise en place de fermeture étanche sur tête du puits. Le puits a été modifié pour être protégé par une plaque en acier, empêchant toute infiltration par son couvercle. La zone entourant le puits a été matérialisée par une chaînette, empêchant tout stockage de matériel sur le puits et ses alentours immédiats.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques –entretien et contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont établies suivant les normes en vigueur et entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées à intervalles n'excédant pas une année par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Le contrôle des installations électriques des bâtiments a été réalisé le 27 décembre 2021. Dans le rapport Q18, sont signalées 8 anomalies dont au moins une serait signalée depuis novembre 2020. Ce contrôle conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé sur certains travaux en précisant que certains commandes de matériel ont été faites. Le calendrier de résorption de l'ensembles des anomalies n'a pas été communiqué à l'Inspection. Le retour d'expérience de l'accidentologie pour ce type d'installation montre que des incendies avec pour origine fréquente un problème électrique. Ces installations doivent faire l'objet d'un suivi et d'une maintenance régulières de l'exploitant avec maîtrise des délais d'intervention.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Sécurité du chauffage de bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> L'exploitant a justifié pour un bain (bain 2) de la programmation des automates qui en l'absence de liquide, stoppent la recirculation et par conséquent stoppent le brûleur et donc le chauffage du bain. Le contrôle du fonctionnement du dispositif de sécurité par un test n'a pas été réalisé.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie- confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, il a été constaté que le bassin n'est pas étanche (bassin enherbé, sans géomembrane) et ne peut assurer dans ces conditions son rôle de confinement. L'exploitant devait fournir un plan d'actions, avec échéancier de réalisation, pour la mise en conformité de l'ouvrage de confinement. Les constats lors de cette visite sont les mêmes que lors de la précédente visite. Dans son courrier du 09/12/2020, l'exploitant spécifiait que « ce bassin d'usage public a été construit par la ville de Baugé sur un terrain de l'entreprise, terrain qui a été ensuite cédé à la ville ; l'entretien de ce bassin est assuré par les services techniques de la ville. Des travaux d'infrastructure vont être nécessaires sur ce bassin (voir point FSNC5 ci-dessous), l'étanchéité du bassin fera partie du cahier des charges de ces travaux. »  L'Inspection a rappelé à l'exploitant sa responsabilité entière dans la nécessité que ce bassin soit étanche. En cas de pollution de l'environnement, sa responsabilité sera engagée. L'exploitant doit trouver les modalités contractuelles permettant d'assurer une étanchéité et l'entretien de ce bassin. Cette situation dure depuis deux ans. Aucun échéancier n'a été transmis à l'Inspection depuis fin 2020 et cette non-conformité perdure.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie- volume du bassin
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, il avait été constaté qu'il n'était pas possible de confirmer que le volume du bassin de confinement actuel était suffisant pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. L'exploitant devait établir le volume maximum de confinement à prévoir pour son site (selon le guide de calcul D9A, en distinguant les différents groupes de bâtiments A4, A2-A3 et A1) et justifier de l'adéquation des dispositifs de confinement existants (bassin de confinement existant, autres volumes de confinement potentiellement présents selon les bâtiments).  L'exploitant a transmis dans son courrier du 9/12/2020 le dimensionnement du bassin de confinement intégrant le volume d'eau lié aux intempéries (10 l/m <sup>2</sup> de surfaces de drainage, surfaces de 62 247 m <sup>2</sup> soit 622 m <sup>3</sup> ), soit un total de 1360 m <sup>3</sup> . Dans ce même courrier, la capacité du bassin est évaluée à 600 m <sup>3</sup> . Au cours de l'Inspection, l'exploitant a affirmé qu'il s'était trompé dans l'évaluation de la capacité du bassin qui serait de 1400 m <sup>3</sup> . L'exploitant doit justifier de la capacité réelle de son bassin avec calculs correspondants, dans les plus brefs délais. Au regard des écrits transmis à l'Inspection, à l'heure actuelle la capacité de ce bassin serait insuffisante.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet